

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18917 - 73ÈME ANNÉE

Femmes communistes de La Réunion

« Libérez Ahed Tamimi »



Ginette Sinapin, Julie Pontalba, Firose Gador, Sergine Moutounaïck et Rose-Marie Sautron.

Des femmes du Comité central du PCR appellent à la mobilisation pour libérer Ahed Tamimi, jeune fille de 16 ans menacée de 10 ans de prison parce qu'elle a résisté à l'armée d'occupation israélienne en Palestine. Les Femmes communistes appellent à faire du 8 mars « une Journée de Solidarité avec les Femmes du monde entier victimes de violences et du non-respect de leurs droits comme de leur dignité. En particulier, les Femmes Palestiniennes et la jeune résistante Ahed Tamimi. »

Ginette Sinapin, Julie Pontalba, Firose Gador, Sergine Moutounaïck et Rose-Marie Sautron ont présenté hier une action des Femmes communistes de La Réunion. Elles appellent à la mobilisation pour libérer Ahed Tamimi, jeune palestinienne menacée de 10 ans de prison parce qu'elle a résisté à l'armée qui occupe son pays. Ces femmes membres du Comité central du PCR rappellent que dans tous les combats du PCR, les femmes ont été à l'avant-garde de la lutte. « Au titre des femmes communistes de La Réunion, nous ajoutons notre voix pour demander la

libération de la jeune palestinienne », précise Julie Pontalba qui rappelle les faits concernant Ahed Tamimi.

Résistance à la colonisation

Les Palestiniens sont victimes d'une politique d'occupation et de répression depuis un demi siècle. Ce lundi, à l'ONU, à Genève, l'Afrique du Sud, qui a subi le régime d'apartheid avec l'emprisonnement du leader de l'ANC, Nelson Mandela, est intervenue pour déclarer : « Israël est le seul pays d'Apartheid dans le monde d'aujourd'hui ». Le régime inhumain d'apartheid d'Afrique du Sud comme celui d'Israël n'existeraient pas sans le soutien des puissances occidentales, les Etats Unis en tête. Ce sont les mêmes qui soutiennent la présence d'Israël comme Etat, mais refusent de reconnaître l'Etat Palestiniens et empêcher son entrée à l'ONU.

Dès lors Israël se sent encouragé à mener une politique d'occupation contrôlée par les militaires, d'enrichissement par la colonisation et de vol des terres des Palestiniens. Le rapport de force est inégal. Dans ces conditions, la résistance prend des formes multiples.

Le 15 décembre, la jeune Ahed Tamimi va manifester devant des soldats d'occupation après avoir appris que son cousin Mohamed, 14 ans, avait reçu une balle en caoutchouc dans la tête, tirée à faible distance, et qu'il a fallu lui ouvrir la boîte crânienne. Accompagnée de sa mère et de sa cousine, elle s'en prend aux soldats présents et fini par donner une gifle à l'un d'eux. Les images font le tour du monde. Ahed Tamimi, 16 ans, est présentée comme une héroïne. C'en est trop pour les autorités israéliennes.

Dans la nuit du 18 et 19 décembre, les soldats effectuent une descente au domicile familiale et emprisonnent Ahed et sa mère. Ahed Tamimi passe devant un juge militaire le 31 janvier et se voit accuser de 12 chefs d'inculpation. Le procès devait avoir lieu le 6 février et il a été rapporté au 13 février. Elle risque 10 ans de prison car Israël a décidé de la sanctionner durement pour empêcher que son geste n'encourage d'autres à faire de même.



Ahed Tamimi.

Journée de solidarité avec les femmes palestiniennes

Mais c'est trop tard, car l'opinion générale se trouve du côté de Ahed, de sa mère et sa cousine également incarcérées. Sa mère est accusée d'avoir filmé la scène et publié sur internet.

De nombreuses initiatives ont eu lieu dans le monde. « Nous voulons utiliser le délai du report du procès pour appeler à "Libérez Ahed". Et, à travers elle, cela concerne sa mère et sa cousine, âgée de 20 ans », précise Julie Pontalba.

Firose Gador a ensuite donné lecture de la lettre du père d'Ahed Tamimi. Elle a ensuite présenté les propositions d'action des Femmes communistes.

1- Signez les pétitions.

2- Faire du 8 mars, une Journée de Solidarité avec les Femmes du monde entier victimes de violences et du non-respect de leurs droits comme de leur dignité. En particulier, les Femmes Palestiniennes et la Jeune résistante Ahed Tamimi.

3- Pour le 13 date prévue du procès de Ahed Tamimi, nous nous réservons le droit de prendre d'autres initiatives.

Lutte pour la liberté

« Tout ce qui concerne les femmes ne nous est pas étranger, ainsi que tout combat pour la dignité hu-

maine. Nous réfléchissons à la façon de faire pour que ces actions soient pertinentes et qu'elles aient une suite », ajoute Firose Gador qui salue le niveau élevé de conscience politique de la jeune résistante palestinienne.

Les Femmes communistes rappellent qu'au-delà des violences, c'est le thème du combat pour la liberté. À La Réunion, beaucoup de femmes et d'hommes ont suivi ce chemin, notamment Paul Vergès très jeune. « Ici aussi à La Réunion, nous devons nous battre car rien n'est acquis », soulignent les femmes, « le combat de cette jeune de 16 ans devrait être un exemple pour tout le monde ». Cette liberté, c'est aussi le respect de la décision de l'ONU d'un État palestinien, pour qu'un peuple puisse vivre libre. Aussi les Femmes communistes sont pour la solution de 2 États : un État palestinien et un État israélien.

Et de conclure en rappelant que « le combat à ne pas oublier c'est aussi en tant que mère, pour protéger les enfants et leur donner une perspective ».

Edito

La crise de la filière canne-sucre continue

La conférence de presse dimanche de la Chambre d'agriculture et de la CGPER rappelle que l'avenant à la Convention canne signé en juillet dernier n'a fait que repousser le problème. La crise est toujours là, et le nombre de livreurs de cannes va encore diminuer avec les suppressions d'emploi que cela suppose. Cela représente 500.000 tonnes de canne livrées, soit plus du quart de la récolte 2017.

En effet, en raison de la sécheresse, la richesse en sucre a baissé. Cela concerne particulièrement le Sud. Or, les planteurs sont rémunérés avant tout en fonction de la richesse des cannes livrées. D'un autre côté, la quantité de canne livrée est en hausse. Autrement dit, pour une quantité de matière première livrée supérieure, l'industriel paie moins cher.

Cela pose une nouvelle fois la question de la répartition des richesses de la canne. L'an dernier, les planteurs ont récolté et livré près de 2 millions de tonnes de canne à une seule entreprise, Tereos. Combien ces cannes vont-elles rapporter en sucre, électricité, alcool ? Car il y a fort à parier que l'usiner ne perdra pas d'argent à la différence des planteurs prisonniers d'un système injuste.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Message de soutien du PCR à l'Intersyndicale

Contre la marchandisation de l'enseignement supérieur

Dans un communiqué diffusé hier, le PCR apporte son soutien à la mobilisation devant le Rectorat ce matin qui proteste contre le projet de sélection à l'entrée à l'Université.



DAIRES, pour une orientation choisie tout au long du parcours au lycée avec les moyens humains et financiers nécessaires, pour le maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire, contre la sélection à l'entrée de l'Université, pour l'ouverture de places supplémentaires en premier cycle universitaire, pour le maintien des diplômes et qualifications, pour une réforme ambitieuse qui permette l'accès à l'enseignement supérieur de chacune et chacun.

Le projet de réforme du baccalauréat et de l'entrée à l'Université aboutira à une marchandisation de l'enseignement supérieur.

Plus que jamais, toute réforme doit faire l'objet de la concertation la plus large possible avant sa mise en débat à l'Assemblée nationale pour les décisions.

Le Parti Communiste Réunionnais tient à apporter son soutien le plus total aux revendications légitimes de l'Inter-

syndicale FSU, SNESUP, CGTR-Education Section Université de La Réunion, Union Nationale Lycéenne de La Réunion, UNEF Réunion, FNEC FPFO, SUD éducation, SAIPER, SOLI-

Mobilisation dans les lycées et universités

Revendications de l'Intersyndicale de l'Education

Ce matin se tient devant le Rectorat un rassemblement contre notamment le projet de sélection à l'entrée à l'Université. Voici les revendications de l'Intersyndicale à l'initiative de ce mouvement.

S'appuyant sur la mobilisation qui monte dans les lycées et les universités, les organisations FSU, SNESUP, CGTR-Education Section Université de La Réunion, Union Nationale Lycéenne de La Réunion, UNEF Réunion, FNEC FPFO, SUD Éducation, SAIPER, SOLI-DAIRES, réaffirment leurs revendications :

- La nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une

orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires ;

- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de toutes et tous les bachelier.e.s sur tout le territoire aux filières post - bac et aux établissements de leur choix ;

- L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle

post-bac et le refus de toute sélection à l'entrée de l'université ;

- Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications ;

- L'abandon du projet de loi sur 1er cycle post-bac et du plan « étudiants » qui l'accompagne, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun.e au supérieur.

Une manifestation médiatisée oublie l'essentiel

Le défi de la protection du littoral face au changement climatique

La manifestation médiatisée sur une plage de l'Ouest dimanche ne doit pas masquer l'essentiel : la nécessité d'un plan global pour s'adapter aux menaces venant de la mer. Cela ne concerne pas seulement les restaurants de la plage de l'Ermitage, mais également d'autres régions de l'île dont le projet de l'Ecocité de Cambaie, condamnée par avance par la montée du niveau de la mer.

Une manifestation a été mise en avant par certains médias. Elle avait lieu dimanche et visait apparemment les restaurants situés sur la plage de l'Ermitage à Saint-Paul. La lecture de la motion que les initiateurs de cette action comptent déposer à la préfecture montre les véritables motivations. Il s'agit de mettre en avant une députée soutenue par Didier Robert, de cibler le propriétaire d'un restaurant et de fustiger la politique de la commune. La question des menaces qui pèsent sur le littoral est trop importante pour être prétexte à une approche aussi réductrice. La protection des plages et des lagons passe par une réflexion sur l'adaptation au changement climatique.

Urbanisation mal maîtrisée

En effet, la région de l'Ermitage est particulièrement vulnérable. La plage est protégée par un récif corallien. Or avec le réchauffement climatique, le corail se meurt et ne se renouvelle plus comme avant. À cela s'ajoute la montée du niveau de la

mer. Les restaurants ne seront donc pas les seuls à être obligés de déménager par la force des choses. Les riverains de la plage doivent également se préparer.

Car avant que ce quartier ne soit touché par l'urbanisation, c'était un marécage. Il est en effet l'exutoire de six ravines. Toutes ont été bouchées par le bétonnage sauf une. Cela fait craindre une catastrophe en cas de fortes pluies conjuguées à la houle cyclonique. Les plus anciens se souviennent qu'une vague était allée jusqu'à l'usine de Bruniquel distante de plus d'un kilomètre du rivage. Ceci rappelle que pour l'Ermitage, le véritable problème est l'aménagement qui n'a pas tenu compte de la menace de l'océan. Il ne date pas d'hier, c'est la conséquence de décennies de politiques menées par les maires qui se sont succédé à Saint-Paul.

Inquiétant projet d'Ecocité

C'est le littoral de toute l'île qui est concerné. Une étude du BRGM indique notamment qu'avec la montée du niveau de la mer, le centre-

ville de Sainte-Suzanne sera inondé en permanence. Il faudra donc s'adapter. Autant dire que si le centre-ville de Sainte-Suzanne est voué à l'inondation, les habitants de l'Ermitage seront dans la même situation et devront déménager. Les restaurants de la plage devront faire de même.

Le plus inquiétant dans l'Ouest, c'est la volonté de construire une ville nouvelle à Cambaie. Il est prévu qu'elle accueille plusieurs dizaines de milliers d'habitants. Elle deviendrait la principale agglomération de cette région de l'île. Or le lieu envisagé est une plaine côtière. Elle sera également inondée en raison de la montée du niveau de la mer.

Le même problème se pose dans l'Est avec le projet d'un port à Saint-André et de toutes les activités qui vont avec.

C'est bien une autre politique qui est nécessaire, avec comme objectif principal la protection de la population. Cela passe par le renoncement à des projets qui sont condamnés par le changement climatique.

M.M.

In kozman pou la rout

« Gro poisson i bèk dsi l'tar ! »

Na dézour poisson i bèk, na dé zour poisson i bèk pa. Béké ? Sé kan poisson i sava mord l'apa dsi lo zin. Mé la pa tou lé zour poisson i bèk. Kan la mèr lé fré li la pa fain é l'èrla kont pa dsi li pou béké. A moins ké li lé goiman vèy pa koman. I iariv dé foi sé bann ti guiguine i bèk é sak i vo son kou d'zin li lé pa la, li bèk pa. Mé konm la pasyans i guéri la gal, afors ète pasyan i ariv in l'èr in gro poisson i bèk é l'èrla ou lé kontan vèye pa koman. Sa sé lo sans prop mél o sans figiré sé kosa ? Sé kan ou i fé inn priz valab. Pa poisson forséman, mé d'ot shoz konm in bon travaye, konm trap in volèr, konm fé in bon n'afèr, sansa fé in bon biznèss. Mi espèr zot i suiv amoin é sirtou ké ni artrouv pli d'van siplétadyé.

Oté

Rogré a s'ki paré i vien après la mor !

Mé zami zot i kroi réshofman klimatik épi lo rolèvman nivo la mèr, sa lé vré sansa lé pa vré ? I diré pou désèrtin kan ou i di sa, ou l'après sharj dolo. Mèm in pé lé riskab domann aou si ou sé bondyé pou konète koman la natir fé son va t'i vien. Souvan dé foi, nou kréol rényoné, nou néna doutans : ni kroi pa la syans sak i rakont, la kart siklone sé in n'afèr i di pa nou arien. Lo rèss lé parèye.

Mé i ariv la vérité i fé son shomin. Mèm bann zoinalis té i pans Paul Vergès la tête té piké kan li téi parl réshofman klimatik épi nivo la mèr kan va monté i komans par konprann in pti guine la vérité. Domaz bann kouyon l'avé poin rézon, pars zordi ni rann anou kont par nou mèm l'imanité lé dann danzé par l'fète lo réshofman klimatik... zordi l'imanité lé a souété la tanpératir i goumant pa plis dé degré, mé la pèr k'i sava ziska kat é si i ariv kat ébin sar pa roz pou nou.

Solman antansyon, in pé i di, sa i touth ar pa La Rényon. Pou koué ? Pars nou zanfan Bondyé pétète. Poitan ni oi dovan nou lo kontour la kote lé après shanjé. Lo far lo por i doboute loin laba dan la mèr koméla. La rout kolos laba Saintandré i rokil i rokil i fini pa d'rokilé. Bann filao l'hermitaz i sort plizanpli déor konmsi avèk z'ot gran rasine zot l'après rode pou déménazé

Na poin lontan moin té après ékout-gard la télé é té après di kèl koté sar inondé l'ané 2100. La parl Bèl vi Sin-Lui, la parl bordmèr Sin-Pol. La parl ankòr la vil Sint-Sizane. Pétète la marine Sin-Bénoi. Pou konplète lo tablo Sinpol-possession-lo por néna in prozé pou fé in vil 20000 pèrsone é pou myé fèr l'après fouy lo trou ziska par dsou nivo d'la mèr.

O fète, mi sort oir Méisyé Macron après promète dé san milyon pou anpèsh fé rokil la kote par koté Sin-Lui dann Sénégal. I paré La Frans i sava ède bann morisien pou défann z'ot bord mèr. Moin lé pour, mé obli pa nou kant mèm pars nou lé ménasé galman. I fo dir ni rode boubou pou nout lèv pars nou l'après fé la koyonade plis k'i an fo é selon moin sé in n'afèr nou va ar, par dsi argreté. Rogré a s'ki paré, i vien après la mor.

Justin